

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté, Egalité, Fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

DECISION MUNICIPALE

N° 2023_096,

Objet : Modification de la régie des droits d'occupation du domaine public

Le Maire de SAINT-MARCELLIN,

Vu le Code des Communes et notamment son article L.2122.22 alinéa 7,
Vu la délibération N° 2020_040 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Saint-Marcellin a délégué à son Maire sans aucune réserve et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes matières énumérées à l'article susvisé,
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances, des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
Vu les délibérations n°2019_090 et n°2020_131 relatives au RIFSEEP qui fixent la majoration de l'IFSE susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics
Vu l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 ;
Vu l'avis conforme du comptable public assignataire du 28 SEP. 2023

DECIDE

Article 1^{er} - Il est décidé la modification de certains articles pour la régie des droits d'occupation du domaine public.

Article 2 - Cette régie est installée 21 Place d'Armes 38160 Saint-Marcellin.

Article 3 – Cette régie est instituée pour permettre l'encaissement des activités suivantes :

- Perception des droits de place au camping municipal
- Perception des droits de redevance d'utilisation du domaine public (marchés, cirques, camion pizzas, gens du voyage...)

Article 4 – Les recettes seront perçues au comptant, en numéraire, au moyen de chèques bancaires, postaux ou assimilés, par carte bleue en ligne ou place, ou par prélèvement automatique.

Article 5 – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public.

Article 6 – Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

.../...

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté, Egalité, Fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

DECISION MUNICIPALE

N° 2023_ 096 suite 1,

Article 7 – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 000 €

Article 8 – Le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum et au minimum une fois par mois.

Article 9 – Dans le cadre de la régie dite prolongée, la date limite d'encaissement est fixé à 30 jours après édition des factures.

Article 10 – Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des pièces justificatives de recette au minimum à la fin de chaque mois.

Article 11 – Le régisseur se verra attribuer une majoration de son IFSE comme prévu dans la délibération de mise en œuvre du RIFSEEP.

Article 12 – Le suppléant ne percevra pas d'indemnité de manquement de fonds selon la réglementation en vigueur.

Article 13 – Le Maire et le comptable public assignataire de Saint-Marcellin sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 14 – Ampliation de la présente décision sera adressée aux services financiers de la mairie, au régisseur et deux au comptable.

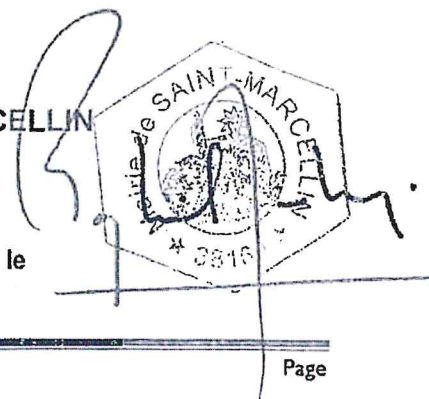
Article 15 - La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et un extrait en sera affiché à la porte de la Mairie. Un compte-rendu de la présente sera effectué lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

Article 16 - Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Isère.

Saint Marcellin, le 29 septembre 2023

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN



Rendu exécutoire après transmission en Préfecture le
Et affichage le